

Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (GDPR)

Politique en matière de protection des données

Politique de protection des données personnelles

L'objet de cette politique, conforme au Règlement Général Européen sur la Protection des Données Personnelles ("RGPD"), est de vous informer sur la manière dont vos données personnelles sont traitées par AMS.

1. Qui est responsable du traitement des données et comment puis-je contacter cette personne?

Si vous avez des questions concernant l'utilisation de vos données personnelles ou si vous souhaitez exercer vos droits, vous pouvez envoyer :

- Un courrier à l'adresse postale suivante :
AMS - ASSET MANAGEMENT SERVICES (Suisse)
A l'attention du service conformité GDPR
Rue Maurice 3
1204 Genève
Suisse
- Un email à : contacts@asset-ms.ch

2. Les catégories de données personnelles qui font l'objet d'un traitement

AMS s'assure de collecter uniquement les données personnelles strictement nécessaires au regard de la finalité pour lesquelles elles sont traitées.

Nous traitons les données personnelles que nous obtenons de nos clients dans le cadre de notre relation d'affaires. Nous traitons également – dans la mesure où cela est nécessaire pour fournir nos services – les données personnelles que nous nous procurons auprès de sources accessibles au public (p. ex. registres de dettes, registres du commerce et des associations, presse, Internet) ou qui nous ont été légitimement transmises par d'autres tiers (p. ex. une agence de crédit).

Les types de données personnelles qu'AMS traite habituellement dans le cadre de son activité sont notamment les suivantes :

- a. des données concernées sont des informations personnelles (p. ex. nom, adresse et autres coordonnées, date et lieu de naissance, nationalité),
- b. des données relatives à la situation familiale et matrimoniale
- c. des données relatives à votre situation professionnelle et fiscale,
- d. des données émanant d'ordres reçus (p. ex. ordre de paiement),
- e. des données obtenues lors de l'exécution de nos obligations contractuelles (p. ex. données de vente dans le cadre du trafic des paiements),
- f. des informations concernant votre situation financière (p. ex. solvabilité, données de notation, origine des actifs),
- g. des données nécessaires au respect de la réglementation en vigueur.

3. Pourquoi traitons-nous vos données (objet du traitement) et sur quelles bases juridiques?

Nous traitons les données à caractère personnel conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données (RGPD) et de la loi fédérale suisse sur la protection des données (LPD):

a. Pour l'exécution des obligations contractuelles (art. 6, al. 1b RGPD)

Nous traitons les données afin de fournir des services financiers dans le cadre de l'exécution des contrats conclus avec nos clients ou afin de procéder à des mesures précontractuelles dans le cadre d'une demande. Les données sont principalement traitées pour l'évaluation des besoins, les prestations de conseil, la gestion des actifs et l'assistance, ainsi que pour l'exécution de transactions.

b. Dans le cadre de l'équilibre des intérêts (art. 6, al. 1f RGPD)

Si nécessaire, nous traitons vos données au-delà de l'exécution du contrat aux fins des intérêts légitimes poursuivis par nous- mêmes ou un tiers. Exemples:

- Marketing, études de marché ou sondages d'opinion, à moins que vous ne vous soyez opposé à l'utilisation de vos données à cette fin
- Exercice de revendications juridiques et défense en cas de litiges
- Garantie de la sécurité informatique
- Prévention et clarification d'infractions
- Vidéosurveillance pour protéger le titulaire du droit de propriété des lieux contre des intrus, la collecte de preuves d'un hold-up ou d'une fraude, ou la preuve de la disponibilité et des versements, p. ex. aux guichets automatiques de banque
- Mesures visant la sécurité des bâtiments et des sites (p. ex. contrôles d'accès)
- Mesures garantissant le titulaire du droit de propriété des lieux à se prémunir contre des intrus
- Mesures visant la gestion des affaires et le développement de produits et de services
- Contrôle des risques chez AMS.

En outre, nous nous procurons des données à caractère personnel auprès de sources accessibles au public à des fins de prospection de clients.

c. À la suite de votre consentement (art. 6, al. 1a RGPD)

Tant que vous avez accepté que nous traitions vos données personnelles à certaines fins (p. ex. analyse des activités de négoce à des fins de marketing), ce traitement est légal, car il se fonde sur votre consentement. Il est possible de retirer le consentement à tout moment. Cette règle s'applique également aux déclarations de consentement que vous nous avez fournies avant l'entrée en vigueur du RGPD, c'est-à-dire avant le 25 mai 2018. Le retrait du consentement n'affecte pas la légalité du traitement des données qui a eu lieu avant ce retrait.

d. En raison de dispositions légales (art. 6, al. 1c RGPD) ou dans l'intérêt public (art. 6, al. 1e RGPD)

Le traitement des données a notamment pour objectifs les contrôles d'identité, la prévention du blanchiment d'argent, la mesure et la gestion des risques au sein de AMS.

4. Les destinataires de vos données personnelles

Vos données personnelles pourront notamment être transmises aux destinataires suivants :

- À tous les salariés d'AMS dans la limite nécessaire à leurs tâches
- Aux partenaires, prestataires et sous-traitants
- Aux autorités administratives, de tutelles et judiciaire habilitées
- L'ensemble des salariés d'AMS est soumis au respect du secret professionnel régissant les activités financières.

5. Les données seront-elles transmises à un pays tiers ou à une organisation internationale?

a. Des données peuvent être transmises à des pays en dehors de la Suisse et de l'UE (appelés pays tiers) si

- Cela est nécessaire pour les besoins de l'exécution de vos ordres (p. ex. en ce qui concerne le paiement sur des valeurs mobilières),
- Cela est exigé par la loi (p. ex. obligations de déclaration en vertu du droit fiscal), ou
- Vous nous avez donné votre consentement.

6. Combien de temps mes données seront-elles stockées?

Nous allons traiter et stocker vos données personnelles aussi longtemps que cela sera nécessaire pour satisfaire à nos obligations légales et contractuelles.

7. Quels sont mes droits en matière de confidentialité des données?

Tout intéressé dispose d'un droit d'accès conformément à l'article 8 LPD (article 15 RGPD), un droit de rectification conformément à l'article 5 LPD (article 16 RGPD), un droit à l'effacement conformément à l'article 5 LPD (article 17 RGPD), un droit à la limitation du traitement conformément à l'article 12, 13, 15 LPD (article 18 RGPD), un droit d'opposition conformément à l'article 4 LPD (article 21 RGPD) et, le cas échéant, un droit de portabilité conformément à l'article 20 RGPD. Le cas échéant, vous avez en outre le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité pertinente chargée de la protection des données personnelles (article 77 RGPD).

Vous pouvez retirer à tout moment le consentement que vous nous avez donné pour le traitement de vos données personnelles.

Veillez noter que le retrait d'un consentement ne s'applique que pour l'avenir. Il ne concerne pas les données déjà traitées.

8. Suis-je obligé de fournir des données?

Dans le cadre de notre relation d'affaires, vous devez fournir toutes les données personnelles requises nous permettant d'accepter et d'établir une relation d'affaires, et de satisfaire aux obligations contractuelles qui y sont liées, ainsi que les données que nous sommes légalement tenus de recueillir. Sans ces données, nous ne sommes pas, en principe, en mesure de conclure un contrat avec vous ni de l'exécuter.

Selon la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent en particulier, nous devons vous identifier sur la base de vos documents d'identification avant d'établir une relation d'affaires avec vous. Pour ce faire, vous devez nous fournir votre nom, votre date et lieu de



naissance, votre nationalité, votre adresse et vos éléments d'identification. Pour qu'il nous soit possible de satisfaire à ces exigences légales, vous devez nous fournir les informations et les documents requis conformément à la loi sur le blanchiment d'argent, et nous communiquer immédiatement tout changement survenant au cours de la relation d'affaires.

Si vous ne nous transmettez pas les informations et les documents nécessaires, nous ne pouvons pas établir ou poursuivre la relation d'affaires que vous souhaitez.

9. Droit individuel d'opposition

Vous avez à tout moment le droit de vous opposer au traitement de vos données personnelles au sens de l'article 6, alinéa 1, sous-section e du RGPD (traitement des données dans l'intérêt public) et de l'article 6, alinéa 1, sous-section f du RGPD (traitement des données sur la base de l'équilibre des intérêts) pour des raisons liées à votre situation particulière. Cela s'applique également au profilage au sens de la disposition de l'article 4, alinéa 4 RGPD.

Si vous formulez une opposition, nous ne traiterons plus vos données personnelles à moins que nous ne puissions démontrer qu'il existe des motifs légitimes et impérieux en faveur du traitement qui prévalent sur vos intérêts, vos droits et vos libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice. Veuillez noter que dans ce cas, nous ne serons plus en mesure de vous fournir des services ni de poursuivre une relation d'affaires.